

Résumés

Christoph Boyer, Lignes d'évolution de la politique sociale européenne au XX^e siècle. Esquisse des tendances sur la longue durée

L'article analyse l'évolution des théories de l'État-providence de la fin du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. La politique sociale est un élément de réponse aux défis résultant du développement de la société industrielle de masse, dans le contexte d'une intensification de la planification, de la régulation et de la scientification du monde social. En tenant compte des antécédents, des présupposés et des facteurs contextuels, nous comparerons deux variations sur le même thème: l'État social démocratique néocorporatiste keynésien des sociétés industrielles occidentales, et la politique sociale des États communistes. Après 1989, le sentier de «l'Est» débouche sur celui de l'Ouest. Le modèle de l'État social occidental, prétendu vainqueur de l'histoire, se dirige, dans le contexte de la mutation de la société industrielle de type fordiste vers une «société de services électroniques» et sous le signe de la mondialisation, vers une crise sévère.

Jost Dülffer/Anja Kruke, De l'histoire de l'intégration européenne à l'histoire sociale de l'Europe après 1945

La contribution analyse le chemin difficile qu'il reste encore à parcourir pour parvenir à une histoire sociale européenne. Elle part du constat que l'histoire institutionnelle de l'intégration européenne n'a fait l'objet d'une activité accrue que durant les trois dernières décennies. Toutefois, on continue d'une part à mettre l'accent principal sur l'histoire politique et ce n'est que depuis peu que le domaine de recherche s'étend. D'autre part, les récits à succès d'un élargissement permanent, d'un approfondissement ou d'une accélération du processus sont eux-mêmes devenus discutables. Dans cet article, nous essayons d'esquisser les contours, différemment fixés, des espaces de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, de définir les différents modèles narratifs ainsi que les structures qui les sous-tendent. Dans cette perspective, nous nous demandons à la fois dans quelle mesure une histoire sociale pourrait être appréhendée dès son émergence et quels en sont (ou pourraient être) les contours. Pour répondre à ces questions, nous utilisons les résultats sectoriels disponibles. Enfin, nous intégrons des approches relevant des sciences systématiques comme les sciences sociales ou politiques et nous examinons leur efficacité dans le traitement de problématiques historiques. Ainsi émerge le large panorama d'une histoire sociale de l'Europe après 1945, qui existe déjà sous une forme fragmentaire, mais qu'il faut encore développer.

Thomas Fetzer, Européanisation et «nationalisation». La politique syndicale allemande chez Ford (1967–1989)

Cet article apporte une contribution à la recherche sur l'histoire syndicale européenne. Il se situe dans le prolongement des approches récentes qui conceptualisent l'Europe comme un espace en devenir et les met à profit pour analyser la politique des syndicats allemands chez Ford entre 1967 et 1989. Depuis 1967, au fur et à mesure que l'Europe se transformait en champ d'expérimentation syndicale dans l'entreprise Ford, les structures et stratégies de cette dernière se sont européanisées par la formation de la holding «Ford of Europe». Ceci est toutefois allé de pair avec une «nationalisation» des modèles de perception et d'action; l'Europe a été d'une part perçue comme un lieu de compétition dans lequel les usines allemandes ont dû concurrencer les entreprises Ford des autres pays,

et d'autre part, comme la mise en péril des traditions allemandes en ce qui concerne les relations industrielles.

L'article retrace le processus parallèle d'eupéanisation et de «nationalisation» dans sa dynamique en mutation entre la fin des années 1960 et la fin des années 1980. La conclusion donne un bref aperçu de la situation dans les années 1990 et aborde quelques questions complémentaires posées par l'étude de cas pour la recherche syndicale et, plus généralement, pour l'histoire contemporaine européenne.

Andreas Fickers, *Eventing Europe. L'histoire de la télévision et des médias européens: une histoire contemporaine*

L'objectif de cet article est de conceptualiser la télévision en tant qu'objet d'étude de l'historiographie contemporaine européenne, à la fois exigeant sur le plan méthodologique et pertinent du point de vue de l'histoire sociale. Outre une conceptualisation théorique de la télévision en tant que «flux» et «dispositif», nous exposons les différentes perspectives d'une historiographie transnationale comparative des médias dans le contexte européen et nous nous interrogerons sur leur pertinence pour des problématiques relevant de l'histoire contemporaine européenne. À partir de l'exemple de l'édification de l'infrastructure télévisuelle européenne durant les années 1950, nous décrivons en détail l'interaction complexe des facteurs techniques, institutionnels et symboliques lors de la formation d'un espace communicationnel européen. Outre les aspects infrastructurels et institutionnels qui ont joué un rôle significatif lors de l'intégration et de la fragmentation du paysage télévisuel européen, nous analysons également les processus de circulation et d'appropriation à partir de la perspective du transfert culturel transnational. En conclusion, l'article plaide en faveur d'une plus grande attention de la part des historiens pour la dimension spatiale des processus transmédias et intermédias dans la production de champs d'expérience et de participation véhiculés par les médias.

Wolfram Kaiser/Christian Salm, *Transition et eupéanisation en Espagne et au Portugal. Les réseaux de la démocratie sociale et chrétienne lors du passage de la dictature à la démocratie parlementaire*

Tandis que l'historiographie de l'actuelle Union européenne est toujours fortement axée sur la catégorie de l'État, l'histoire sociale de l'Europe depuis 1945 a encore peu traité des dimensions internationales et elle s'est à peine intéressée au processus d'intégration. Sous l'impulsion des récentes recherches menées en histoire sociale à propos de l'élargissement de l'UE à l'Est, appréhendé comme le processus d'une «eupéanisation» plus globale de l'Europe, cet article porte sur le rôle joué par les réseaux politiques transnationaux dans la socialisation des élites en Espagne et au Portugal lors du passage de la dictature à la démocratie parlementaire, qui a finalement permis l'adhésion des deux États à la Communauté européenne en 1986. Pour ce faire, nous comparons les réseaux des partis et fondations politiques de la démocratie sociale avec ceux de la démocratie chrétienne. Une telle approche permet de formuler quelques hypothèses provisoires sur les conditions de formation des réseaux transnationaux, ainsi que sur les facteurs de réussite de la socialisation et de l'«eupéanisation» dans le processus d'intégration. Ce dernier est conçu non pas uniquement comme un phénomène d'ordre social, mais aussi politique et institutionnel. La comparaison porte certes sur les deux familles de partis, mais aussi sur l'élargissement de l'UE au Sud et à l'Est, et ce dans une perspective diachronique.

Christopher Kopper, Une histoire comparative du tourisme de masse en Europe des années 30 jusqu'aux années 1980: comparaison entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne

Bien que les sociétés ouest-allemande, française et britannique se soient transformées après 1945 en sociétés marquées par un tourisme de masse, les parcours et les facteurs d'influence sont, en partie, considérablement différents. Contrairement aux sociétés britannique et ouest-allemande, axées sur l'évolution du marché, l'impulsion initiale a été donnée en France par la fixation législative d'une durée minimum de congé, suivie par l'encouragement du tourisme social par les pouvoirs publics. On observe également des divergences considérables selon les nations dans l'évolution de la destination et des types de vacances. À la différence des Britanniques et des Allemands, les Français continuent de préférer passer leurs vacances en France, chez leurs parents et amis. Le fossé national ville/campagne en ce qui concerne la consommation des voyages à longtemp a été plus prononcé que les différences internationales dans la fréquence des voyages.

Thomas Mergel, La nostalgie de la similitude et l'expérience de la différence. Perspectives d'une histoire sociale européenne du XX^e siècle

L'article s'interroge sur les possibilités d'écrire une histoire sociale européenne du XX^e siècle qui transcende les frontières entre les blocs et les différences régionales.

La nostalgie des sociétés caractérisées par une homogénéité et des modes d'appartenance univoques était un point commun des systèmes dictatoriaux et démocratiques, bien que les moyens choisis pour réaliser cet objectif aient comporté peu de similitudes. La standardisation des mondes du travail, des parcours de formation et des trajectoires professionnelles, ainsi que la protection sociale de l'État-providence, ont visé à la création de sociétés similaires ainsi qu'à des exclusions multiples, comme en témoignent en particulier les processus d'ethnicisation, qui se sont déroulés dans toutes les sociétés européennes du XX^e siècle. La comparaison avec l'Amérique montre que la représentation de la similitude contient un élément typiquement européen. Cet idéal d'homogénéité a pris fin durant le dernier tiers du siècle. L'individualisation, la dynamique capitaliste, ainsi que les importants mouvements migratoires ont rendu de moins en moins prometteuses les politiques qui visaient à la création de cette similitude. Les représentations que les gens se faisaient d'une «bonne société» se sont également modifiées. Les sociétés de l'Europe de l'Est communiste n'ont pas pu participer à cette mutation dans la même mesure que les sociétés occidentales. Les dictatures d'Europe de l'Est ont finalement échoué à cause de l'idéal de similitude de tous inhérent au communisme. Cependant, il ne faut pas perdre de vue le fait que la politique de l'homogénéité n'est pas du tout devenue obsolète à d'autres niveaux, en particulier à celui de l'Union européenne, où l'on peut aujourd'hui identifier des aspirations à la standardisation qui poursuivent, à plus d'un égard, les politiques national-étatiques antérieures.

Patrick Pasture, La religion dans l'Europe contemporaine. Mise en contraste des dynamiques et des perceptions

L'article examine tout d'abord de façon critique l'auto représentation de l'Europe en tant que continent séculaire qui a surmonté sa diversité innée par le développement de la tolérance. Il identifie cette auto représentation comme un mythe séculaire qui, non seulement, ne tient pas compte de l'influence exercée par les Églises chrétiennes sur les sociétés européennes, mais qui sous-estime également les tendances totalitaires au sein de la modernité en Europe. L'Europe d'après-guerre a connu une mutation fondamentale lorsque les structures sociales et religieuses héritées de la fin du XIX^e siècle se sont dis-

soutes. Un nouveau paysage socio-religieux est né, qui semble parfaitement fluide, parce que les individus peuvent à présent déterminer eux-mêmes leur propre identité religieuse et brouiller non seulement les frontières traditionnelles entre les communautés religieuses, mais également entre les domaines spirituel et temporel. Paradoxalement, cette nouvelle situation pourrait faire naître de nouvelles formes de stabilité, et pas uniquement de nature fondamentaliste. En outre, l'article discute brièvement de l'importance de l'intégration européenne pour l'identité religieuse de l'Europe et pose la question de leur convergence. De plus, il plaide en faveur d'une recontextualisation de l'histoire européenne contemporaine dans une perspective plus globale qui inclurait le passé colonial européen dans la discussion.

Kiran Klaus Patel, L'intégration: transnationalisation ou européanisation? La RFA dans l'intégration agricole de la CEE jusqu'au milieu des années 1970

L'article transpose, à partir de l'exemple de l'intégration agricole dans la CEE, le récent débat sur l'histoire transnationale au processus d'unification européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle. Il analyse de façon concrète les interdépendances transnationales spécifiques qui se sont formées pour le champ d'action de la politique agricole de la RFA lors du processus d'intégration européenne. Il discute de la question de savoir dans quelle mesure ces imbrications peuvent être comprises dans le sens d'une européanisation. En étudiant les acteurs étatiques et non-étatiques – au premier rang desquels se trouve la confédération paysanne allemande – l'article fait référence aux nombreuses résistances contre l'intégration supranationale en RFA. En outre, il ouvre des perspectives qui montrent comment le concept d'européanisation peut être mis à profit pour la recherche en histoire contemporaine.

Helke Rausch, Le savoir imposé d'en haut? La promotion américaine de la recherche en Allemagne et en France après 1945 en tant que moment d'une histoire transatlantique comparée des sciences et des savoirs

Une possibilité, encore loin d'être épuisée, d'écrire une histoire sociale européenne envisagée comme une histoire contemporaine réside dans l'étude comparative des contacts et des transferts scientifiques transatlantiques. L'«Europe» y apparaît comme un champ de savoirs dynamique, hétérogène et ouvert à la marge, mais aussi clairement marqué par des structures de pouvoir. Cet aspect central est illustré par la comparaison exemplaire de deux situations de transfert tel que celui-ci résulte de l'engagement intensif de grandes fondations américaines, ici essentiellement de la fondation Rockefeller en Allemagne et en France durant les premières années de l'après-guerre. Cette double constellation de réseaux est brièvement présentée sur le plan méthodique et elle est ensuite replacée dans le contexte plus large d'une histoire des échanges à la fois transatlantiques et intra-européens, dans laquelle la circulation transnationale de savoirs scientifiques apparaît dans une opposition conflictuelle avec les infrastructures, essentiellement nationales, et les cultures scientifiques élaborées au niveau national. Dans un dernier moment, nous éclairons le dispositif communicationnel entre les philanthropes américains et les scientifiques allemands et/ou français dans son contexte immédiat, de nature résolument national-étatique.

Les contacts transatlantiques d'après-guerre ne peuvent être, dans aucun des deux cas, assimilés à l'imposition par les philanthropes américains de savoirs relevant des sciences sociales. Malgré leur avance évidente en ressources, ces derniers ont dû s'adapter aux différents contextes politiques (scientifiques) et intellectuels ainsi qu'aux objectifs et intérêts propres aux chercheurs en sciences sociales en France et en Allemagne. La combi-

raison des perspectives de la comparaison et du transfert, qui tente d'intégrer sur la longue durée les dynamiques d'échanges précédents, parallèles et antagoniques, ainsi que l'influence de la répartition asymétrique du pouvoir, met au jour de nouvelles potentialités pour le projet d'une histoire sociale européenne conçue comme une histoire de la circulation des savoirs de l'histoire sociale pertinents dans le domaine social.

Friederike Sattler, Les élites économiques européennes? Structures entrepreneuriales, profils sociaux et modèles dominants dans le contexte d'une mutation accélérée depuis les années 1970

L'accroissement significatif, depuis les années 1970, du nombre d'entreprises ayant leur siège en Europe et exerçant un rôle international et transnational conduit à supposer que des élites économiques transnationales – européennes ou globales – se sont, depuis, également formées. Est-ce que ces élites économiques européennes sont sur le point de s'affranchir de plus en plus des contextes sociaux de leur société nationale respective? Pour tenter de répondre à cette question, l'article part de la thèse selon laquelle la troisième Révolution industrielle – électronique et informatique – a déclenché une mutation qui s'observe, tant dans les États-providence de nature corporatiste keynésienne d'Europe de l'Ouest, que dans les États d'Europe de l'Est avec une économie planifiée de manière centralisée. Cette mutation a eu des effets considérables sur les structures entrepreneuriales, les profils sociaux et les modèles dominants des élites économiques. Nous nous interrogeons sur les différences fondamentales, mais aussi sur les similitudes, jusque là peu étudiées, que l'on peut observer au-delà de la césure politique de 1989. En conclusion, nous répondons à la question de savoir si des élites économiques européennes transnationales se sont effectivement formées et avec quels concepts d'«élites de fonction», d'«élites de position» ou d'«élites de pouvoir» elles peuvent être, le cas échéant, décrites et analysées.

Imke Sturm-Martin, Le rapprochement dans la diversité. Les sociétés européennes et la nouvelle immigration depuis la Seconde Guerre mondiale

Les mouvements migratoires ont durablement modifié les sociétés européennes au XX^e siècle. Durant cette phase, l'Europe passe du rang de continent d'émigration à celui de terre d'immigration. L'article analyse dans quelle mesure on peut adopter un regard européen sur les mouvements migratoires depuis la phase de croissance qui a eu lieu après 1950, où peuvent être localisées les particularités nationales et quelles formes pourraient prendre une chronologie européenne de la migration. Alors que les situations des minorités immigrées ainsi que les réactions des sociétés d'accueil sont, pour la période actuelle, similaires dans de nombreux pays européens, d'importantes différences nationales existent au début du développement de l'Europe au rang de région-cible des migrations globales. La France et la Grande-Bretagne sont les premiers pays européens à être confrontés à une immigration extra-européenne et empruntent des chemins différents en ce qui concerne leur politique d'immigration et des minorités.

À la même époque, la plupart des autres pays européens prennent part, en tant que pays d'accueil ou d'émigration, à un système qui se maintient durant plus de deux décennies, celui des travailleurs immigrés.

Ce n'est que depuis les années 1970 que l'héritage impérial perd en importance, à une époque où, en même temps que l'europanisation des sociétés, l'europanisation des mouvements migratoires gagne nettement en vitesse.

Guido Thiemeyer, L'intégration de la navigation sur le Danube: un problème de l'histoire contemporaine européenne

La contribution porte sur l'intégration politique, économique et sociale du transport fluvial sur le Danube, aspect qui n'a jusqu'à présent pas fait l'objet de l'attention des historiens. À partir de cet exemple, elle parvient à trois thèses fondamentales: premièrement, l'histoire contemporaine européenne reste incomplète si on se limite à la phase postérieure à 1945. L'intégration économique et sociale de l'Europe dans le sens d'une harmonisation et d'une imbrication des sociétés européennes a commencé au milieu du XIX^e siècle et a été interrompue par la phase des deux Guerres mondiales (de 1914 à 1945). Deuxièmement, la stricte séparation qui existe dans l'historiographie entre histoire politique, socio-économique et culturelle, ne peut être maintenue. Ce n'est que si l'on considère ces trois dimensions dans leur interaction que l'on s'approche de ce que doit être une histoire de l'Europe.

Troisièmement, une histoire contemporaine européenne devrait tenir compte du fait qu'il y avait, malgré la séparation de l'Europe durant la Guerre froide entre 1945 et 1990, des processus d'intégration entre les blocs. Leur étude n'en est qu'à ses commencements.

Frank Trentmann, La longue histoire de la société de consommation contemporaine. Chronologie, pratiques et politiques dans l'Europe moderne

Cet article met à l'épreuve les représentations conventionnelles qui mettent en scène la société de consommation comme une nouvelle rupture avec la société de classes moderne à l'ère de la prospérité après la Seconde Guerre mondiale. De telles théories à états (*Stufentheorie*) sont problématiques. En s'appuyant sur une combinaison d'études empiriques et interdisciplinaires, l'article étudie l'histoire antérieure de la consommation, des échanges transnationaux, ainsi que des diversifications nationales. Hormis les notions de «choix» et de «biens», il met en exergue le rôle des routines et des pratiques quotidiennes dans l'évolution de la consommation à l'Est, tout comme à l'Ouest. Les cultures de la consommation étaient et sont diverses. Les théories plus anciennes, de Veblen à Bourdieu, en passant par Adorno, ne constituent plus des approches satisfaisantes. Les historiens tireraient profit d'une plus grande prise en compte des différences, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'une société, ainsi que du rôle des générations, des dynamiques temporelles et de l'utilité des choses.

Kerstin von Lingen, Expérience et souvenir. Mythe fondateur et auto perception des sociétés en Europe après 1945

L'identité nationale se fonde sur le rapport aux expériences historiques et à leurs interprétations. À partir de l'exemple du rapport des États européens aux expériences et aux legs de la Seconde Guerre mondiale, aux processus de transformation politique du début de la Guerre froide, ainsi qu'aux débats politiques internes des sociétés nationales à propos de la culpabilité, de l'expiation et de la nouvelle orientation de l'État après la guerre, on peut voir à quel point les décisions politiques sont légitimées et ramifiées par des constructions identitaires. La contribution propose tout d'abord une introduction à la théorie du souvenir et illustre ensuite à l'aide d'exemples variés le rapport à l'expérience de la guerre dans les différents pays européens après 1945. Le point de repère choisi est la formation d'un mythe fondateur dans les États d'après-guerre et son ancrage dans l'expérience de la guerre et de l'occupation. Des failles particulières apparaissent dans les pays de l'ancien bloc communiste, dans lesquels une double transformation étatique (après 1945 et après 1990) a permis un changement dans l'appréhension de la Seconde Guerre mondiale. Les débats sociaux portant sur le rapport aux mythes fondateurs nationaux, et leur

modification par les discussions au sujet d'expériences de guerre jusqu'alors refoulées, se sont déplacés depuis quelques années, particulièrement depuis la conférence de Stockholm en 2000, à un niveau international. Le «souvenir» devient de plus en plus une référence à un canon de valeurs global et contraignant, le renvoi au nazisme en tant qu'«incarnation du mal» devient en particulier le moteur d'une action future commune, ainsi qu'un geste de réconciliation au-dessus des tombes envers les victimes toujours en vie.

Benjamin Ziemann, Un soupçon de consolation? Les mouvements pacifistes européens durant la Guerre froide et leurs affinités

L'article aborde la dimension européenne des protestations contre les armes nucléaires en Europe durant la Guerre Froide. Dans une perspective conceptionnelle, il critique les tentatives visant à expliquer la mobilisation du mouvement pacifiste au début des années 1980 comme le résultat d'une mutation des valeurs vers le post-matérialisme. Contrairement à cette interprétation, les activistes de la paix, en particulier les protestations portées par les femmes, ont mis l'accent sur la discrimination matérielle subie à cause des dépenses consenties pour l'armement nucléaire. La première vague de protestations anti-nucléaires (jusqu'à 1963) a certes développé d'importants contacts transnationaux, mais elle a maintenu, au regard de son caractère européen, son orientation par rapport à l'État national en tant qu'espace identitaire. Pendant la mobilisation contre le stationnement des missiles Cruise au début des années 1980 a émergé un réseau de plus en plus dense de contacts transfrontaliers, qui reposait surtout sur des affinités électives, par exemple entre des acteurs de la même religion ou du même milieu professionnel. Les tentatives de rassembler les acteurs du mouvement pacifiste des deux côtés du Rideau de fer dans une «détente par en bas» ont été entravées par des problèmes pratiques et des perceptions divergentes de la situation politique. Les acteurs des protestations ne se sont pas nécessairement rassemblés en une société civile européenne, même s'ils communiquaient par-delà les frontières et coordonnaient leurs efforts. L'article montre que les acteurs des protestations contre les armes nucléaires n'ont pas constitué un sujet européen.

